

STATUTS constitué le 15 février 1968
Enregistré à DIJON le 21 février 1968.

SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PARTICULIERE

"RESIDENCE DU PARC"

Société civile à capital variable
Siège social : 2 rue Ernest Bailly 21000 DIJON

Suivant l'acte de donation précipitaire par Monsieur et Madame LENTZ
Jean à leurs 11 petits enfants, reçu par Me MANGEL notaire à IS SUR TILLE le
22 décembre 1996.

STATUTS MIS À JOUR LE 20 janvier 2012

TITRE I : FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 - FORME.

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société civile particulière qui sera régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, l'article 28 de la loi n° 64-1278 du 23 décembre 1964 et par toutes dispositions législatives ou réglementaires ultérieures qui viendraient à les modifier, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET.

La Société a pour objet l'acquisition de terrains en vue de la construction d'immeubles et ensembles immobiliers à usage principal d'habitation.

La propriété, l'administration et l'exploitation par bail ou autrement des dits immeubles et ensembles immobiliers, ainsi que tous autres immeubles, bâtis ou non bâtis, dont le Société pourrait devenir propriétaire ultérieurement par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement.

Handwritten signatures and initials: JML, AC, ML, C5, and a signature with a superscript 1.

La division de ces immeubles en appartements et locaux séparés, et la vente, par fractions ou en totalité, desdits appartements et locaux, soit achevés, soit à terme ou en l'état futur d'achèvement.

Tous emprunts, avec ou sans garantie hypothécaire, ayant pour but de permettre la réalisation des constructions entreprises.

Et, notamment, en premier lieu, l'acquisition d'un terrain situé à CANNES. (Alpes-Maritimes), quartier de la Californie, boulevard Montfleury n° 68, d'une superficie de 1.282 mètres carrés, formant le lot dix du lotissement "Eden Parc ", et ensuite de terrains situés sur la commune de CANNES ou des communes contiguës, la construction sur lesdits terrains, après démolition des bâtiments éventuellement existants, d'un ensemble immobilier à usage principal d'habitation; sa division et la vente, en totalité ou par fractions, des appartements et des locaux, soit achevés, soit à terme, ou en l'état futur d'achèvement. -

Et, plus généralement, toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient en rien le caractère civil de la Société.

ARTICLE 3 - DENOMINATION.

La Société prend la dénomination de " SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE PARTICULIERE RESIDENCE DU PARC "

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL.-

L'article 4 est modifié de la façon suivante :

Le siège social était fixé à DIJON (Côte d' Or), 32 Rue Montmartre, suite au procès verbal d'Assemblée Générale en date du 20 Août 1996.

Par décision d'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 janvier 2012, le siège social est transféré au 2, rue Ernest Bailly 21000 Dijon chez Monsieur André LENTZ.

L'adresse postale sera celle du gérant principal désigné par l'Assemblée Générale au 1er octobre 2011: 9 rue Dalou 75015 PARIS chez Monsieur Matthieu LENTZ

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département sur simple décision de la gérance et en tout autre lieu, en vertu d'une décision extraordinaire des associés,

AL

AL
Pier
Ct
ML
2
AM

ARTICLE 5 - DUREE.

La Société est constituée pour une durée de vingt années à compter de ce jour, sauf prorogation ou dissolution anticipée, décidée par les associés.

En date du 15 Janvier 1988, l'Assemblée Générale décide de proroger la SCI Résidence dû Parc pendant 99ans.

TITRE II:

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - PARTS D'INTERET.

ARTICLE 6 - APPORTS

L'article 6 est modifié par ce qui suit :

Il a été fait apport à la société :

1° Lors de sa constitution le 15 Février 1968, d'une somme de CENT MILLE FRANCS
100 000,00 FRS

2° par décision des associés en date du 28 Mars 1978, le capital social a été augmenté d'une somme en numéraire de CENT MILLE FRANCS
100 000,00 FRS

Montant total du CAPITAL SOCIAL
Soit une contre-valeur en euros de 200 000,00 FRS
30 489,80 EUR

Aux termes d'un acte reçu par Me Jean-Louis MANGEL, Notaire à IS SUR TILLE, le 20 décembre 2011, il a été retiré du patrimoine social divers biens et droits immobiliers sis à CANNES, ayant entraîné une réduction du capital social de :

NEUF MILLE QUARANTE EUROS ET VINGT TROIS CENTIMES (9 040,23 EUR)

portant ainsi le capital social de
TRENTE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT NEUF EUROS ET QUATRE VINGT
CENTILMES (30 489,80 EUR)

à :

VINGT ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE SEPT
CENTIMES (21 449,57 EUR) par annulation de 593 parts de 15,2449 EUR.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

L'article 7 est remplacé par ce qui suit :

1° Originellement, le capital social était réparti comme suit :

Le capital social d'un montant de TRENTE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT NEUF

AC
ML
3
CJ
all

EUROS ET QUATRE VINGT CENTIMES (30 489,80 EUR) (anciennement DEUX CENT MILLE FRANCS (200 000,00 FRS),
divisé en 2 000 parts de 15,2449 EUR chacune (anciennement 100,00 FRS), numérotées de 1 à 2 000,
était réparti entre les associés de la manière suivante :

Associés	Nombre de parts et Numéros	
Mr André LENTZ	Numérotées de 1 à 91, 1 001 à 1 205 et 995 et 996	297 parts
La succession de Mr Bernard LENTZ	Numérotées de 92 à 180, et 1 206 à 1410	295 parts
Mme Martine BOUTEILLER	Numérotées de 1 411 à 1 705 et 997 et 998	297 parts
Mme Christiane MAZELIN	Numérotées de 1 706 à 2 000 et 999 et 1 000	297 parts
Mr Matthieu LENTZ	Numérotées de 181 à 254	74 parts
Mr Antoine LENTZ	Numérotées de 255 à 328	74 parts
Mr Valéry-Xavier LENTZ	Numérotées de 329 à 402	74 parts
Mr Frank-Mahé LENTZ	Numérotées de 403 à 476	74 parts
Mr Pierre-Axel LENTZ	Numérotées de 477 à 550	74 parts
Melle Florence BOUTEILLER	Numérotées de 551 à 624	74 parts
Mme Karine BERNIER	Numérotées de 625 à 698	74 parts
Mr Jérôme BOUTEILLER	Numérotées de 699 à 772	74 parts
Mr François-Eric BOUTEILLER	Numérotées de 773 à 846	74 parts
Melle Anne-Lise MAZELIN	Numérotées de 847 à 920	74 parts
Melle Caroline MAZELIN	Numérotées de 921 à 994	74 parts
Total		2 000 parts en toute propriété

2) Aux termes d'un acte reçu par Me Jean-Louis MANGEL, Notaire à IS SUR TILLE, le 20 Décembre 2011,

il a été procédé à une réduction du capital social avec attribution corrélative de biens immobiliers aux associés retrayants.

Ont donc été purement et simplement annulées, savoir :

ASSOCIES RETRAYANTS	Nombre de parts annulées	Numéro des parts
		Numérotées de 1 411 à 1 705

AC
ML
4
CJ ALL

Martine BOUTEILLER	297	et 997 et 998
Florence BOUTEILLER	74	Numérotées de 551 à 624
Karine BERNIER	74	Numérotées de 625 à 698
Jérôme BOUTEILLER	74	Numérotées de 699 à 772
François BOUTEILLER	74	Numérotées de 673 à 846
TOTAL	593	

Par suite de cette annulation, le capital social société est porté de :

TRENTE MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT NEUF EUROS ET QUATRE VINGT
CENTILMES (30 489,80 EUR)

à : VINGT ET UN MILLE QUATRE CENT QUARANTE NEUF EUROS ET CINQUANTE SEPT
CENTIMES (21 449,57 EUR)

Il est désormais divisé en 1 407 parts sociales de 15,2449 chacune, entièrement libérées.

*D'un commun accord et pour des raisons pratiques, les associés restants titulaires de parts dans la
SCI RESIDENCE DU PARTS ont décidés de renuméroter les parts de 1 à 1 407.*

Ces parts sont désormais réparties de la manière suivante :

Associés	Nombre de parts et Numéros
Mr André LENTZ	Numérotées de 1 à 297 297 parts
La succession de Mr Bernard LENTZ	Numérotées de 298 à 592 295 parts
Mme Christiane MAZELIN	Numérotées de 593 à 889 297 parts
Mr Matthieu LENTZ	Numérotées de 890 à 963 74 parts
Mr Antoine LENTZ	Numérotées de 964 à 1037 74 parts
Mr Valéry-Xavier LENTZ	Numérotées de 1038 à 1 111 74 parts
Mr Franck-Mahé LENTZ	Numérotées de 1 112 à 1 185 74 parts
Mr Pierre-Axel LENTZ	Numérotées de 1 186 à 1 259 74 parts
Melle Anne-Lise MAZELIN	Numérotées de 1 260 à 1 333 74 parts
Melle Caroline MAZELIN	Numérotées de 1 334 à 1 407 74 parts
Total en toute propriété	1 407 parts

Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 Janvier 2012, l'Assemblée Générale décide de la transformation de la SCI en SCI à capital variable.

Le capital social est variable et fixé à la somme maximale de 3 000 000€. e capital social de départ est fixé à 21 449,57 €

La société étant à capital variable, le capital pourra varier entre le capital maximum fixé et un capital minimum fixé à la somme de 2 200 €

AL

[Signature]

[Signature]

ML

5

[Signature]

CS

[Signature]

ARTICLE 8 - AUGMENTATION ET REDUCTION DE CAPITAL.

Le capital social peut être augmenté en une ou plusieurs fois, sur la proposition de la gérance et après décision extraordinaire des associés, soit par la création de parts nouvelles en représentation d'apports en nature ou en espèces, soit par incorporation au capital de toutes réserves disponibles et leur transformation en parts, soit par tout autre moyen, mais sans que les associés déjà existants soient tenus de participer aux augmentations de capital s'il s'agit de souscriptions en espèces.

Le capital peut aussi, à toute époque, être réduit par décision extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, notamment au moyen de l'annulation, du remboursement ou du rachat des parts ou d'un échange des anciennes parts contre de nouvelles parts d'un montant équivalent ou moindre ; ayant ou non le même capital.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS.

Les membres de la Société pourront, avec l'agrément de la gérance, verser des sommes en compte courant pour la durée et au taux d'intérêt qui seront fixés d'accord avec la gérance.

L'Assemblée Générale décide du remboursement, pour les associés qui le désirent, de tout ou partie des comptes courants en fonction des possibilités de la société en tenant compte des engagements de celle-ci, des travaux à prévoir et des investissements envisagés.

Elle décide aussi du taux de référence des intérêts versés aux associés sur les sommes restant en compte au premier janvier de chaque année.

En l'absence de décision contraire, le taux de référence est fixé au taux Euribor sur un an + deux points.

ARTICLE 10 - CESSIION DE PARTS.

- a) Transmission de parts d'intérêt entre vifs
- b) Toutes cessions de parts d'intérêts devront faire l'objet d'un acte notarié et être notifiées à la Société ou acceptées par elle, conformément aux dispositions de l'article 1690 du Code Civil.

Les parts sont librement cessibles entre associés mais, dans le but de conserver à la Société son caractère d'association de personnes, il est formellement convenu qu'elles ne peuvent être cédées à des personnes étrangères à la Société qu'autant que la cession aura été préalablement autorisée par une décision extraordinaire des associés.

A l'effet d'obtenir cette autorisation, l'associé qui désire céder tout ou partie de ses parts d'intérêt doit en informer la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms, profession, domicile et nationalité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est envisagée.

Dans le mois qui suit cette déclaration, une Assemblée Générale Extraordinaire,

AL





ML

6



CS



convoquée par les soins de la gérance, statue sur les conditions de quorum et de majorité fixées ci-après sur l'acceptation ou le refus de la cession.

La décision n'est pas motivée et, en cas de refus, ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque contre les associés, ni contre la Société. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans un délai de huit jours de la délibération.

Si la cession est autorisée, elle est régularisée dans le mois de la ratification de l'agrément, à défaut de quoi le cessionnaire devrait à nouveau être soumis à l'agrément des associés, dans les conditions sus indiquées.

Si la cession n'est pas autorisée, les parts demeurent la propriété du cédant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession entre vifs, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudications publiques ou en vertu d'une décision de justice.

b) Transmission par décès des parts d'intérêt En cas du décès d'un associé la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droit de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant commun en biens, lesquels héritiers, ayants droit et conjoint survivant ne sont pas tenus à l'agrément des associés survivants.

Lesdits héritiers, ayants droits et conjoint, pour exercer les droits attachés aux parts d'intérêt de l'associé décédé, doivent justifier de leurs qualités héréditaires par la production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire. A défaut de cette justification et jusqu'à ce qu'elle ait été produite, l'exercice des droits attachés aux parts sociales de l'associé décédé pourra être suspendu par décision du gérant.

Les héritiers, ayants droit et conjoint survivant seront considérés individuellement comme associés dès qu'ils auront notifié à la gérance un acte régulier de partage des parts indivises.

Retraits d'associés

Tout associé peut se retirer totalement ou partiellement de la société avec l'accord des associés donné à la majorité simple, ou par décision du président du Tribunal de grande instance statuant en référé et autorisant le retrait pour justes motifs.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses parts au jour du retrait et de ses comptes courants. La valeur des parts est déterminée par accord entre les associés ou à défaut à dire d'expert en application des dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. Les modalités de remboursements ne devront pas mettre en danger l'existence de la société et pourra s'étaler sur 5 ans si la société n'est pas en mesure de rembourser dans un délai plus réduit.

Le remboursement des parts sociales et des comptes courants peut être effectué :

- en monétaire,
- par la reprise de l'associé sortant des apports en nature qu'il avait initialement effectués à la SCI et à charge de soulte s'il y a lieu,

AL

ML 7
CJ AL

- par l'attribution à l'associé sortant d'autres biens que ceux apportés, si cette modalité est acceptée à la majorité des 2/3 des associés.

ARTICLE 11 - DROITS DES PARTS

Chaque part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés statuant dans les conditions de quorum et de majorité fixées ci-après.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi les autres associés.

Les usufruitiers et nus-propriétaires doivent également se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne nommée d'accord entre eux. A défaut de convention contraire entre les intéressés signifiée à la Société, toutes communications sont faites à l'usufruitier qui est seul convoqué aux assemblées générales, mêmes Extraordinaires ou modificatives des statuts, et a seul le droit d'y assister et de prendre part aux votes, quelle que soit la nature de la décision à prendre.

ARTICLE 12 - RESPONSABILITE DES ASSOCIES

Les associés sont tenus des dettes et engagement de la Société vis-à-vis des tiers, conformément aux dispositions de l'article 1863 du Code Civil et, dans leurs rapports respectifs, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

ARTICLE 13 - DECES, INCAPACITE.

La Société ne sera pas dissoute par le décès d'un ou de plusieurs des associés, gérants ou non, et continuera avec les survivants et les héritiers, les représentants et, éventuellement, le conjoint survivant de l'associé ou des associés décédés.

De même, l'interdiction, la déconfiture, la faillite, le règlement judiciaire de l'un ou plusieurs de ses membres ne mettent pas fin de plein droit à la Société et, à moins que l'Assemblée Générale n'en prononce la dissolution, celle-ci continuera entre les autres associés, à charge par eux de rembourser à l'associé interdit, failli, ou en état de règlement judiciaire ou frappé d'incapacité ou à son représentant légal ou judiciaire, soit par voie de réduction de capital, soit par voie de rachat, au choix des associés demeurés en Société, de la manière et dans les conditions et proportions entre eux qu'ils jugeront convenables, le montant des parts d'intérêt qu'il pourrait alors posséder, d'après leur valeur déterminée à l'amiable ou par un expert désigné d'un commun accord entre les parties.

Nul ne pourra, soit au cours de la Société, soit au cours des opérations de

AL

[Signature]
✱
Ple

ML 8

CJ

[Signature]

liquidation, faire apposer les scellés sur les biens de la Société, en demander la licitation ou le partage, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Tous ayants droit devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter exclusivement aux états de situation et bilans annuels et aux décisions de l'Assemblée Générale.

TITRE III

ADMINISTRATION

ARTICLE 14 - NOMINATION DES GERANTS.-

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants nommés par l'Assemblée Générale ou par les associés et statuant dans les conditions prévues ci-après et pris parmi les associés ou en dehors d'eux.

Ils doivent consacrer à la Société tout le temps et tous les soins nécessaires à sa bonne marche.

Les fonctions de gérant cessent par son décès, son interdiction, sa déconfiture, sa faillite, sa révocation ou sa démission.

Au cas où la gérance deviendrait vacante, il serait procédé à la nomination d'un ou de plusieurs nouveaux gérants par une Assemblée Générale des associés convoqués dans un délai de deux mois à compter de la vacance par l'associé le plus diligent.

L'Assemblée Générale Ordinaire, qui prononce la révocation du ou des gérants, procède immédiatement à leur remplacement.

Suite à l'Assemblée Générale Ordinaire du 1er octobre 2011, Matthieu Lentz est nommé gérant principal de la société.

Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 janvier 2012, sont nommés cogérants

- Monsieur Antoine Lentz,
- Monsieur André Lentz,
- Madame Christiane Mazelin,
- Monsieur Frank Mahé Lentz,
- Madame Anne Lise Lebaut .

Les cogérants exerceront des fonctions de suppléance ou des missions confiées par le gérant principal.

ARTICLE 15: POUVOIRS DE LA GERANCE.

Le ou les gérants sont investis des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et affaires de la Société et pour faire et autoriser tous les actes relatifs à son objet.

AL
ML 9
AL

En particulier, ils signeront tous actes d'acquisition ou d'échange de tous immeubles aux conditions qu'ils jugeront convenables, consentiront toutes ventes de locaux en l'état futur d'achèvement ou complètement achevé, aux prix, charges et conditions jugés convenables; feront toutes déclarations et affirmations; contracteront tous emprunts sans limitation de montant, notamment auprès du Comptoir des Entrepreneurs et du Crédit Foncier de France; prendront tous engagements comme conséquence de tous crédits, d'aval, le tout sans limitation de sommes.

Leurs pouvoirs n'étant pas limitatifs ne sont pas énoncés ici.

Les gérants s'ils sont plusieurs, peuvent agir ensemble ou séparément. Toutes les fois qu'ils le jugeront utile, ils soumettront à l'approbation des associés des propositions sur un objet déterminé ou ils les convoqueront en Assemblée Générale.

ARTICLE 16 - DELEGATION DE POUVOIRS

Le gérant unique ou les gérants peuvent conférer à telle personne que bon leur semblent tous pouvoirs pour un ou plusieurs objets déterminés, dans la limite de ceux qui leur sont attribués, et plus spécialement les cogérants.

ARTICLE 17 - SIGNATURE SOCIALE.

La signature sociale appartient au gérant unique ou aux gérants agissant ensemble ou séparément.

TITRE IV -

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 18 - ASSEMBLEES GENERALES.-

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des associés et ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Les associés sont réunis chaque année en Assemblée Générale par le gérance dans les six premiers mois suivant la clôture de l'exercice, aux jours, heures et lieux indiqués sur l'avis de convocation.

Les assemblées sont qualifiées " d'extraordinaires " lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts et "d'Ordinaires" lorsque leurs décisions se rapportent à des faits de gestion ou d'administration ou encore à un fait quelconque d'application ou d'interprétation des statuts.

AL

[Signature]

[Signature]

ML 10

[Signature]

CS

[Signature]

Les convocations pour l'assemblée sont faites par le gérance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, adressée au moins huit jours à l'avance à chacun des associés et indiquant sommairement l'ordre du jour. Au cas où tous les associés seraient présents ou représentés, la dite convocation pourrait être simplement faite verbalement et sans délai.

Tous les associés ont le droit d'assister à l'Assemblée Générale et chacun d'eux peut s'y faire représenter par un autre associé en vertu d'un pouvoir spécial.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente de parts d'intérêt, sans limitation.

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux signés par le président et le secrétaire et transcrits sur un registre spécial.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par un gérant.

La gérance, si elle le juge à propos, peut consulter les associés par correspondance et les appeler en dehors de toute réunion à formuler une décision collective par vote écrit.

Afin de provoquer ce vote, elle adresse à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception le texte des résolutions par elle proposées en y ajoutant, s'il y a lieu, tous renseignements utiles.

Chaque associé devra retourner un exemplaire daté et signé de chaque résolution en indiquant pour chacune d'elles « adoptée » ou « rejetée ». A défaut de ces mentions, ou en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'associé est réputé s'être abstenu.

Chaque associé dispose d'un délai maximum de quinze jours à compter de la date de réception des documents nécessaires à son information pour émettre son vote.

La consultation écrite aura valeur d'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire et sera soumise aux mêmes droits de vote et de majorité.

En cas de vote par écrit, la gérance rédige le procès verbal de la consultation.

Pour les décisions Ordinaires ou urgentes, le gérant pourra consulter les associés par mail et rédigera un rapport des réponses qu'il présentera dans le rapport qu'il fera ratifier à l'Assemblée Générale annuelle.

ARTICLE 19 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.

L'Assemblée Générale Ordinaire entend le rapport de la gérance sur la situation des affaires sociales.

Elle discute, approuve ou redresse les comptes et statue sur l'affectation et la

AC
ML 11
Clt CS AK

répartition des bénéfices.

Elle nomme, remplace ou réélit le ou les gérants et fixe l'allocation des gérants à titre de jetons de présence.

Elle donne à la gérance toutes autorisations pour tous les cas où les pouvoirs à elle conférés seraient insuffisants.

Elle délibère sur toutes propositions portées à l'ordre du jour, qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'associés représentant au moins la moitié du capital social.

Si cette condition n'est pas remplie, il est convoqué une seconde fois, à dix jours d'intervalle au moins, une nouvelle assemblée qui délibère valablement quel que soit le nombre de parts représentées, mais seulement sur les questions portées à l'ordre du jour de la première réunion.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des associés présents ou représentés.

ARTICLE 20 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur la proposition du gérant ou à la demande d'un ou de plusieurs associés représentant au moins le quart du capital social, modifier les statuts dans toutes leurs dispositions, sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la Société, ni augmenter les engagements des associés.

En particulier, elle pourra décider la transformation de la Société en société de toute autre forme autorisée par la loi, et notamment en société à responsabilité limitée ou en société anonyme ou en société commerciale de toute autre forme reconnue par la loi en vigueur au jour de la transformation, sans qu'il en résulte la création d'une Société nouvelle.

Elle statue également sur les autorisations de cession de parts à des personnes étrangères à la Société suivant les formes et conditions prévues à l'article 10 ci-dessus.

Pour délibérer valablement, l'Assemblée Générale Extraordinaire doit être composée d'associés représentant les deux tiers au moins du capital social, et ses décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

AC

Handwritten signatures and initials at the bottom right of the page, including "AC", "M.L. 12", and other illegible marks.

TITRE V

ANNEE SOCIALE - INVENTAIRE - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 21 - ANNEE SOCIALE.

L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Par exception, le premier exercice comprend la temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent soixante huit.

ARTICLE 22 - INVENTAIRE.

Il est tenu des écritures régulières des opérations de la société.

Un inventaire arrêté au trente et un décembre, contenant l'indication de l'actif et du passif social, est établi chaque année par les soins de la gérance, ainsi qu'un compte de profits et pertes et un bilan.

Ils sont soumis aux associés dans les six mois suivants:-

ARTICLE 23 - REPARTITION DES BENEFICES ET PERTES.

Les produits nets de la Société, constatés par l'inventaire annuel, déduction faite de tous frais généraux, de toutes charges sociales, de tous amortissements et de toutes provisions jugées nécessaires ou utiles par la gérance, constituent les bénéfices nets.

Ces bénéfices, sauf la partie qui serait mise en réserve ou reportée à nouveau par l'Assemblée Générale Ordinaire, seront distribués entre les associés, gérants ou non, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

Toutefois l'Assemblée Générale peut, sur la proposition de la gérance et à la majorité fixée à l'article 20 ci-dessus, reporter à nouveau tout ou partie des bénéfices ou affecter tout ou partie de ces bénéfices à toutes réserves générales ou spéciales dont elle décide la création et détermine l'emploi et la destination.

Les pertes, s'il en existe, seront supportées par les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.

AC

[Signature]

[Signature]

CJ

ML 13

[Signature]

TITRE VI DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 24 - DISSOLUTION, LIQUIDATION.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance devra provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire réunissant les conditions de quorum et de majorité prévues à l'article 20 ci-dessus, pour décider si la Société doit être prorogée ou non.

Faute par elle d'avoir provoqué cette décision, tout associé, après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse, pourra demander au Président du tribunal de commerce du siège social, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de consulter les associés et de provoquer une décision de leur part sur la question.

Si l'Assemblée Générale, réunie dans les conditions ainsi prévues, décide de ne point proroger la société, comme en cas de résolution décidant une dissolution anticipée, elle règle, sur la proposition de la gérance, le mode de liquidation dont elle détermine les pouvoirs.

Pendant le cours de la liquidation, les associés peuvent, comme pendant l'existence de la Société, prendre en Assemblée Générale les décisions qu'ils jugent nécessaires pour tout ce qui concerne cette liquidation.

Tout l'actif social est réalisé par le ou les liquidateurs, qui ont à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Après l'acquit du passif et des charges sociales, le produit net de la liquidation est employé à rembourser le montant des parts d'intérêt si ce remboursement n'a pas encore été opéré. Le surplus, s'il en existe, sera réparti entre tous les associés, gérants ou non, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Pendant toute la durée de la Société et après sa dissolution, jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la Société appartiendront toujours à l'être moral et collectif. En conséquence, aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés pris individuellement.

AL

 


ML 14

CS 

TITRE VII

CONTESTATIONS

ARTICLE 25 - CONTESTATIONS.

Toutes contestations qui peuvent s'élever Entre les associés au sujet des affaires sociales, pendant le cours de la société ou durant sa liquidation, sont jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestations, tout associé doit faire élection de domicile, attributive de juridiction, dans l'arrondissement du siège social, et toutes assignations ou significations sont régulièrement données à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations ou significations sont valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République près le tribunal de grande instance du siège social.

Déclaration pour l'enregistrement

Les soussignés déclarent que la présente Société a pour objet exclusif la construction d'immeubles affectés à l'habitation pour les trois quarts ou moins de leur superficie totale et requièrent l'enregistrement au droit fixe prévu par l'article 90-I de la loi n° 63.1241 du 19 décembre 1963.

Ils engagent en outre la Société à maintenir pendant toute sa durée une activité conforme à cet objet.

Handwritten signatures and names:

- Audrie Lenty
- PP Valéry Xavier LENTZ
- PP Pierre Axel LENTZ
- Fabrice Lenty
- Philippe Lenty
- Christiane Magelin
- Chugelin
- Annalise
- François-Henri Lenty
- Antoine Lenty
- JOBLIN caroline